

LA CAUSE DU PEUPLE

Pour une presse indépendante, démocratique et révolutionnaire

MAI - JUIN 2021

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO



DE LA MER AU JOURDAIN ...

**PALESTINE
VAINCRA** ●

L'ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

La Cause du Peuple s'efforce sans relâche de toujours s'améliorer. Partout autour de nous, les luttes grouillent. Du peuple de Palestine résistant au colonialisme, aux paysans et paysannes du Brésil luttant contre les latifundio ; des lycéens et lycéennes françaises face à leurs examens injustes, aux colombiens et colombiennes manifestant contre leur gouvernement. Mais quel est notre rôle à nous, qui écrivons ou lisons un journal révolutionnaire ?

Il est le même que celui de tous les peuples à travers le monde : lutter. Lutter pour un monde meilleur, débarrassé du capitalisme qui nous écrase et nous épuise. Lutter pour une société juste, où être une femme ne nous oblige pas à plier encore plus l'échine ; où notre couleur de peau ne nous prédestine pas à être des citoyens et citoyennes de seconde zone. Lutter pour toujours aller de l'avant, avancer vers un monde fait pour nous et par nous, et nous dégager de ce monde actuel fait par ceux qui nous exploitent, pour toujours mieux nous exploiter.

Mais comment lutter ? En nous engageant. A notre niveau, dans nos possibilités, mais en décidant qu'il est temps de nous plonger dans la lutte. Organisons-nous entre voisins, entre collègues, dans nos quartiers et nos lieux de travail ! De la simple discussion à l'engagement dans des organisations révolutionnaires, en passant par lire, partager et participer à La Cause du Peuple, c'est possible pour chacun et

chacune d'entre nous de se soulever contre les injustices que nous vivons !

Dans le cas de notre journal, chaque personne compte. Pour nous améliorer, et toujours mieux servir la révolution dans l'État français comme à l'étranger, on a besoin de vous ! Écrire ou corriger des articles, transmettre des dessins ou des poèmes, ou simplement parler du journal autour de vous : Plus nombreux et soudés nous serons, plus forts nous serons.

Avançons ensemble vers la révolution !



SOMMAIRE

LUTTE DE CLASSE

- ★ Brèves de lutte (p. 3)
- ★ Quelques points sur la classe (p. 4)
- ★ Poésie (p. 5)
- ★ Plus de cadres que d'ouvriers, vraiment ? (p. 6)

THÉORIE

- ★ Dans quel monde vit-on ? Quelques aspects de l'impérialisme en 2021 (p. 7)

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

- ★ Vive la résistance palestinienne ! (p. 10)

SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

- ★ Appel commun pour le soutien et la défense de la ligue des paysans pauvres (p. 12)

INTERNATIONAL

- ★ La cyberguerre et l'ingérence étrangère font couler des larmes de crocodiles à Washington (p. 14)
- ★ Brèves internationales (p. 17)

LA MOITIÉ DU CIEL

- ★ Hyperémèse gravidique : quand le sexisme médical entraîne la mort (p. 18)

BRÈVES DE LUTTE

Partout sur le territoire de l'État français, des travailleurs et travailleuses luttent pour leurs droits, pour leurs salaires et conditions de travail. Ces dernières semaines encore, de nombreuses grèves ont eu lieu. Quelques exemples :

GRÈVES EN SÉRIE À L'HÔPITAL DE CAEN

Ces dernières semaines, le personnel du CHU de Caen n'a pas hésité à se mobiliser. Le 11 mai, ce sont les personnels de réanimation qui demandent la reconnaissance des spécificités de leur métier et une revalorisation salariale. Le 17 mai, ce sont les infirmiers anesthésistes qui souhaitent être reconnus en tant qu'auxiliaires médicaux. Le 18 mai, les techniciens et techniciennes de laboratoire, pour obtenir une revalorisation salariale, car exclus du Ségur de la santé. Avec le COVID, les personnels médicaux sont soumis à de lourdes pressions. L'union des revendications arrivera-t-elle à avoir un impact sur le gouvernement ?

#BACNOIR ET INÉGALITÉS

Au début du mois de mai, le syndicat lycéen UNL et de nombreuses autres organisations ont appelé aux grèves et aux blocages dans les lycées français. En cause ? La crise sanitaire a créé de nombreuses inégalités entre les lycées. Si certains, notamment les lycées privés, ont pu continuer à avoir beaucoup de cours en présentiel et une bonne continuité pédagogique, ça n'a pas été le cas pour tous, et les élèves se retrouvent face à des épreuves de Bac qu'ils n'ont parfois pas eu le temps d'aborder en cours. Face à cela, l'UNL réclame des épreuves réalisées par chaque établissement, et non nationales.

EXPRESSION INTERDITE

Samedi 15 mai devait avoir lieu, à Paris, une manifestation de soutien au peuple palestinien, dans sa juste révolte face à l'État d'Israël. Alors que partout dans le monde, des manifestations massives avaient lieu, la préfecture de Paris a décidé d'interdire ce rassemblement. La raison ? En 2014, une manifestation pro-palestinienne avait « mal tourné ». Bravant l'interdiction, des milliers de personnes ont tout de même tenté de se rassembler, et ont été accueillies par des contingents de police. Un bel exemple donné par le pays des droits de l'Homme et de la liberté d'expression !

ASSA TRAORÉ MISE EN EXAMEN

Le 6 et le 7 mai a eu lieu le procès d'Assa Traoré au TGI de Paris pour avoir osé dire la vérité dans sa tribune « J'accuse » en 2019, à savoir que les gendarmes Romain Fontaine, Mathias Uhrin et Arnaud Gonzales ont tué son frère. Depuis cinq ans, les gendarmes meurtriers n'ont jamais été mis en examen malgré la cascade d'éléments contre eux. Depuis cinq ans, la justice bourgeoise se déchaîne sur la famille Traoré en poursuivant et en mettant en prison des frères d'Adama, et maintenant en poursuivant Assa. Le verdict est attendu pour le 1er juillet.

GRÈVE À LA FONDERIE DE BRETAGNE

Les ouvriers de la fonderie de Bretagne dans le Morbihan, sont en grève depuis le 27 avril et occupent toujours leur usine. Le 19 mai, une réunion a eu lieu près de Rennes entre des dirigeants de Renault et 4 ouvriers de l'usine, accueillis par 17 camions de CRS. Les ouvriers restent fermes sur

leur position : refus catégorique du retrait de Renault, 0 suppression d'emploi. La direction ne veut rien entendre, et se dit désormais prête à recourir à la justice pour reprendre le contrôle de l'usine. La direction avait déjà porté plainte pour un outil de production détruit, les ouvriers se gardent le droit d'en détruire davantage pour peser dans la balance des négociations.

ELLES ONT GAGNÉ !

Les femmes de chambre de l'hôtel Ibis-Batignolles, en lutte depuis 23 mois contre la sous-traitance et les mauvaises conditions de travail, ont enfin obtenu leurs revendications ! Elles ont notamment arraché à leur employeur, le groupe Accor, des requalifications de CDD en CDI, des augmentations de salaires, la prime des paniers-repas et la baisse de leur cadence de travail.



QUELQUES POINTS IMPORTANTS SUR LA CLASSE

Aucune politique révolutionnaire sérieuse ne peut se passer d'une analyse de classe. C'est Karl Marx qui a brillamment démontré que toute l'histoire du monde n'est que celle de la lutte des classes. C'est-à-dire, le combat séculaire entre la classe qui opprime et celle qui est opprimée à un moment donné du cours de l'histoire. La classe qui opprime, c'est celle qui possède les moyens de production (les esclaves, la terre, aujourd'hui, les usines). Dans l'État français en 2021, cette lutte prend la forme de l'opposition irréconciliable entre la bourgeoisie qui possède les moyens de production, et les prolétaires qui n'ont que leur force de travail à vendre. Pour comprendre cela, K. Marx a analysé l'économie : c'est le fondateur de l'économie politique marxiste. Il nous signifie que si nous voulons comprendre la société, le monde, il faut analyser la structure économique et qu'en dernier ressort, toute question a un fond économique. Cela signifie que malgré le fait qu'il y a beaucoup d'éléments qui expliquent telle ou telle chose, c'est l'économie qui est l'élément déterminant. Mais bien entendu, tout est beaucoup plus complexe.

Le marxisme, et c'est là où il convient de ne pas se tromper, ce n'est plus seulement Marx aujourd'hui. Depuis le Manifeste du Parti communiste en 1848, nous avons énormément appris à l'aune de l'immense expérience accumulée en plus de 170 ans de lutte sans pitié entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Si nous arrêtons notre analyse de classe à la simple structure économique, alors nous entrons dans des analyses comptables uniquement utiles pour les sociologues de salon. Nous aurons beau déclamer que la classe ouvrière existe, qu'il y a 6 millions d'ouvriers, 6 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres, ça ne suffira pas à générer une révolution. On pourrait s'étonner qu'avec de tels chiffres, la France ne soit pas davantage en incandescence. C'est que la classe est bien plus qu'un rapport de production. Sinon, il y a bien longtemps que la minorité de dominants aurait été balayée de la surface de la Terre. Nous rentrons là dans le concept un peu barbare mais central de classe « en soi » et de classe « pour soi ». La classe « en soi », c'est le rapport de production, qui fonde le rapport entre l'ouvrier et le patron. Elle existe de fait puisqu'il y a des millions de salariés dans l'État français. En fait, jamais dans l'histoire il n'y a eu autant de salariés et salariées en France.

La classe « pour soi », c'est celle qui s'organise, qui est consciente, c'est celle qui existe vraiment, c'est l'actrice de l'histoire. Une classe a un conte-



nu économique, idéologique et politique. Le contenu économique du prolétariat, nous l'avons dit, c'est le rapport de production, ouvrier-capitaliste. Mais il ne peut devenir vraiment une classe qu'en partageant la conception du monde prolétaire, qu'en s'organisant politiquement. En somme, le prolétariat, comme classe pour soi, c'est-à-dire comme agent historique du changement de paradigme civilisationnel, c'est celui qui partage la conception du monde communiste (l'idéologie du prolétariat) et qui s'organise politiquement. La classe ne peut donc pas être unifiée aujourd'hui, elle le sera sous le socialisme. Si la classe pouvait se constituer pleinement uniquement sur la base des facteurs économiques, nous ne comprendrions alors pas pourquoi il y eut de gros contingents d'ouvriers gaullistes, pourquoi des exploités votent RN aujourd'hui, pourquoi tout ce vieux monde pourri tient encore debout. C'est pour cela que la bourgeoisie a pu déclarer la fin de l'histoire, la fin de la lutte des classes, car avec l'effondrement du révisionnisme en 1989, la classe a implosé, elle a perdu tout contenu idéologique et ses organisations politiques se sont effondrées. Elle était déjà mal en point, car dirigée par des bourgeois qui se déguisaient en prolétaires. Quoi qu'il en soit, il fallait que tout s'effondre pour repartir sur des bases saines. Les fondations avant les murs, nous dit le bon sens de l'architecte.

Nous aurons beau crier que la classe existe, le bourgeois n'est pas fou, il veut du concret. S'il n'y a

plus d'organisation politique du prolétariat, plus de lutte politique pour le pouvoir, c'est que la classe a disparu. C'est aussi intéressant de voir que la grande préoccupation de la bourgeoisie, c'est la « disparition » de la « classe ouvrière » comme classe « pour soi ». La bourgeoisie sait bien que le zadisme, les « expériences » en tout genre, les « penseurs » anti-système, les boutiquiers de l'insurrection, ne sont que du vent, une brise printanière tout au plus dans la mesure où tout cela ne touche pas à son pouvoir réel. Par contre, il sait que la classe ouvrière est la seule qui peut lui disputer son pouvoir car là se trouve le véritable rapport antagoniste.

Nous comprenons donc aussi pourquoi la bourgeoisie continue à exister sous le socialisme, alors qu'elle a perdu son pouvoir économique et politique. C'est le président Mao qui, le premier, l'a compris et c'est pour cela qu'il a promu et appliqué la grande révolution culturelle prolétarienne. Il faut entendre « culturel » dans le sens de civilisation. Ce nouveau type de révolution, c'est la transformation idéologique des masses, et elle se fait en même temps que la révolution socialiste. Car oui, uniquement changer le système économique ne permet pas que les idées se transforment automatiquement. Les vieilles idées perdurent chez la classe qui a été vaincue comme classe pour soi, leurs cerveaux portent encore le vieux monde.

Comment cette classe « pour soi » apparaîtrait-elle ? Elle se développe, comme toute chose, dans le mouvement, dans la lutte des classes, à

partir de petits contingents de prolétaires organisés et déterminés. Les masses vivent dans le réel, elles veulent du concret. Elles n'ont pas le temps de grandes discussions d'amphithéâtres universitaires. Il faut donc mener des luttes même d'importance minime, les gagner, et, à partir de ce terreau devenu favorable, politiser. Ce travail de fourmi se nomme le travail de masse, et c'est le cœur du travail révolutionnaire.

Tout phénomène commence petit puis se développe par bond. L'époque actuelle qui est celle du pourrissement de l'impérialisme va accélérer tout ce processus historique. Tout va plus vite, mais, quoi qu'il en soit, la conscience de classe comme toute chose, se développe du petit vers le grand, du haut vers le bas.

Il faut rencontrer la classe, la découvrir en marchant à ses côtés dans la lutte, pas autrement. Car nous aurons beau donner 10, 100, ou 1000 exemples des rapports de production, cela ne changera rien car le rapport de production, les masses le sentent dans leur chair, elles le vivent au quotidien. Tout le monde sait bien qu'une minorité se gave sur notre dos. Ce que nous devons montrer, c'est que le prolétariat lutte, qu'il n'a jamais arrêté de lutter et que c'est par la lutte qu'on peut changer les choses. Nous devons montrer que seule une grande révolution peut régler les problèmes quotidiens des masses. Il est essentiel d'internationaliser la lutte du prolétariat, qui est une classe unique mondiale.

Un dur chemin de luttes nous sépare de la classe « en soi » à la classe « pour soi ».

POÉSIE

Bruines écarlates.

*Empoisonnés par leurs mœurs,
Nous surgissons enfin des ténèbres,
Ne faisant qu'un de par l'espace,
Et le temps, avec nos valeureux ancêtres,
Qui ont combattu sous la glorieuse bannière,
Rouge des forçats du fer et de la terre,
Et qui à l'Est n'a jamais cessé,
De resplendir dans les mains de nos partisans,*

*Bruines écarlates après l'accalmie ont commencé,
À percer les entrailles du Titan,*

*En rangs serrés dans un nouvel assaut,
Étendons le feu purificateur des héros,
Que sont véritablement les masses,
Et alors gagnera le monde notre classe.*

PLUS DE CADRES QUE D'OUVRIERS, VRAIMENT ?

Selon l'INSEE, il y a désormais plus de cadres que d'ouvriers en France. Selon le sociologue Charles Gadéa, interrogé dans Ouest-France, « cela fait quarante ans que les effectifs d'ouvriers décroissent en France. Contrairement à ceux des cadres. Les courbes allaient finir par se croiser. Néanmoins, les chiffres de l'INSEE prennent en compte uniquement les populations en activité. ». L'INSEE et les sociologues le disent : il y a de moins en moins d'ouvriers, il y a de plus en plus de cadres. Alors, vivons-nous vraiment dans une société « moyennisée », où la lutte de classes n'existe plus ?

Pour répondre à cette question, il faut comprendre la stratégie générale de l'impérialisme. Les bastions ouvriers ont été liquidés, soit par les délocalisations, soit par la mécanisation. L'appartenance à la classe ouvrière est une question de position économique, mais aussi de conscience politique. Tous ceux qui luttent en tant que classe, et s'identifient à la classe ouvrière, sont membres de la classe ouvrière. C'est pourquoi les bastions de la classe ouvrière ont été liquidés. Le centre du capitalisme, la production industrielle, sur laquelle repose tout le reste, représente un nombre toujours moins important de personnes. Cependant, la classe ouvrière n'a pas disparu dans l'État français ; bien au contraire.



Il faut revenir sur certaines parties de l'interview de Charles Gadéa. Tout d'abord, quand il dit : « Ni ouvrier, ni patron. Pendant longtemps, il y a eu deux types de cadres : les cadres moyens et supérieurs. La première catégorie comprenait les instituteurs, les techniciens, les contremaîtres... ». Il y a ici une incompréhension qui est le nœud du problème. Le capitalisme, par la mécanisation du travail, détruit les métiers les plus simples, demande des qualifications de plus en plus grandes, tout en détruisant toute difficulté dans le travail. Ainsi, l'ouvrier technique des usines des années 50 est devenu technicien sur presse. Est-il sorti de la classe ouvrière, celui qui se lève à 5 h du matin, pour 1600 €, dans un travail en usine ? Non, évidemment. Mais pour l'INSEE, oui. Il est devenu... profession intermédiaire.

Les métiers de facteur, de technicien sur machine, qui étaient pourtant l'archétype de la classe ouvrière dans les années 60, ne font plus, selon l'INSEE, partie de la classe ouvrière. Ils sont respectivement employés et professions intermédiaires.

Ce n'est pas tout : un chauffeur de bus ou de navette est un ouvrier, un conducteur d'ambulance est un employé, un conducteur de VTC ou de taxi est un « commerçant, artisan ou chef d'entreprise ». De la même façon, un livreur embauché est un ouvrier, contrairement aux centaines de milliers de livreurs des plateformes, qui sont classés comme les VTC. De même, tous les nouveaux métiers ouvriers sont rangés dans la catégorie des employés. C'est le cas de la plupart des métiers du transport (alors que des métiers similaires, comme chauffeur de bus, étaient classés « ouvriers ») ; c'est aussi le cas des cuisiniers et des employés de la restauration rapide. Si on lit des textes sur la classe ouvrière des années 30, on voit pourtant que « les serveurs sont la lie de la classe ouvrière, que même les employés de mines regardent avec mépris ». Les cuisiniers en dehors de la restauration rapide, eux, sont toujours classés « ouvriers ». En revanche, s'ils sont micro-entrepreneurs, ce qui est le cas dans de nombreuses entreprises, ils deviennent « chefs d'entreprise ».

On pourrait continuer longtemps : caissiers et caissières, aides-soignants, ouvriers des drives, ouvriers des centres de tri... Ce sont des millions et des millions d'ouvriers dont on a effacé la classe. 200 000 livreurs et livreuses micro-entrepreneurs, un demi-million de caissiers et caissières, un autre demi-million dans les drives et les entrepôts, des centaines de milliers de VTC, d'aides-soignants, de brancardiers, d'infirmiers ; les vendeurs des grandes entreprises, coincés dans les entrepôts, les téléconseillers et les pe-

tites mains des « nouvelles technologies »... Tous, en termes de rapport de production, sont des ouvriers. Cependant, dans ces professions, beaucoup de gens sont issus de la petite bourgeoisie, ce qui limite l'identification à la classe ouvrière. Beaucoup de travailleurs des professions productives non industrielles (serveurs, téléconseillers...) ne se sentent plus ouvriers, et, de fait, s'excluent eux-mêmes de la classe ouvrière. Objectivement, ils sont quand même producteurs de valeur, et ont intérêt à la révolution ; ils doivent regagner les rangs de la classe ouvrière.

Dans le même temps, le groupe des cadres a annexé d'anciennes professions libérales et d'an-

ciens chefs d'entreprise, devenus cadres supérieurs, mais aussi des membres des professions du spectacle et du divertissement. Enfin, de nombreuses professions qualifiées mais qui n'encadrent personne, anciens employés « cols blancs », sont devenues, par la magie des chiffres, des cadres.

Non seulement la classe ouvrière n'a pas disparu, mais elle continue à grandir et à grossir en termes numériques, en occupant de nouveaux métiers. Mais l'INSEE, par la magie des chiffres ou les joies de la flexibilisation, ne considère pas ces nouveaux métiers comme ouvriers. Il est facile, alors, de conclure que les cadres « sont plus nombreux que les ouvriers ».

DANS QUEL MONDE VIT-ON ? QUELQUES ASPECTS DE L'IMPÉRIALISME EN 2021

Pour changer les choses, pour transformer le monde, il faut comprendre la manière dont il fonctionne. Il faut savoir à quelle époque nous vivons, quels sont les traits essentiels de cette époque, et comment on en est arrivés là. Un aspect important de cette recherche, c'est l'économie. Nos vies sont liées à l'économie : nos emplois, nos comptes en banque, nos lieux de vie... dépendent tous de l'économie mondiale. Lorsqu'elle pique du nez, on perd notre travail, on se retrouve encore plus pauvres qu'avant, et des masses de personnes sont même mises à la rue. C'est ce qu'a prouvé la dernière grande crise financière de 2007-8, où des familles entières ont été virées de leurs maisons car elles ne pouvaient pas rembourser leurs emprunts.

Depuis plus de 100 ans, nous vivons à l'époque de l'impérialisme. L'impérialisme, c'est le capitalisme qui a atteint la planète entière : il n'existe pas de pays qui ne soit pas intégré au marché mondial. C'est un équilibre rapace, pourri, instable, qui entraîne l'exploitation de pays entiers par de grandes puissances, et où la concurrence entre ces puissances tend à la guerre. On le voit aujourd'hui avec les tensions entre les USA et la Chine, par exemple.

La nature de l'impérialisme n'a pas changé en 2021. Mais depuis les années 1980, il s'est déroulée une accélération de la décomposition de l'impérialisme. Celui-ci est entré dans une crise générale, et tous ses aspects sont devenus, pour ainsi dire, enflés comme des boutons d'acné. Nous voyons le chômage massif, la pauvreté qui subsiste dans tous les pays, la lutte contre la montée des prix, la crise du logement, la défense acharnée des marchés, les crises bancaires, financières, politiques, sociales, environnementales... se multiplier. Tout ça

alors que le monde n'a jamais été aussi riche ! Alors, qu'est-ce qui a changé ? C'est ce que nous allons brièvement expliquer ici. Cet article n'ira pas dans le détail, et présentera des concepts parfois un peu techniques, mais son objectif est de permettre une compréhension correcte du monde dans lequel on vit.



LES NOUVEAUX OUTILS DE L'IMPÉRIALISME : APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE DU CAPITALISME

Au début du 20ème siècle, l'économie capitaliste est entrée dans une nouvelle ère. Son niveau de développement atteignait toute la planète, avec des pays développés et colonisateurs, et des colonies exploitées. Dans les pays au capitalisme développé, le capital des banques et celui des industries était devenu lié en toute chose, ce qui veut dire que les gigantesques entreprises industrielles avaient besoin des gigan-

tesques banques pour faire du profit, et vice versa. Leurs capitaux étaient devenus les deux faces de la même pièce : le capital financier. De grandes entreprises se sont constituées, pour dominer les marchés : des monopoles. Les pays développés se sont mis à exporter leur capital, car ils ne trouvaient pas de débouchés dans leur propre pays. Dans les colonies et les semi-colonies (les pays formellement « indépendants » mais dominés, comme aujourd'hui de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie), cela a développé un capitalisme bureaucratique parasitaire, qui organise la misère au profit des investissements impérialistes. Les capitalistes se sont mis à se battre pour le partage du monde, et cela a abouti aux deux guerres mondiales. Tout ceci, c'est l'impérialisme.

Depuis, ce capitalisme financier a approfondi sa domination. Tout d'abord, il faut comprendre le rôle de la finance. Elle était déjà importante avant 1980, mais elle a pris une place majeure. La finance, c'est l'activité qui permet de fournir l'argent pour une opération économique. Par exemple, faire un emprunt pour monter une entreprise, c'est de la finance. Les marchés financiers, les « bourses » comme on les appelle, sont des marchés sur lesquels ces capitaux s'échangent en grande quantité. C'est une activité essentielle de l'économie du monde d'aujourd'hui.

Les actifs financiers (c'est-à-dire les produits que l'on peut acheter sur les marchés financiers, les bourses comme le CAC 40) ont explosé en valeur entre 1980 et aujourd'hui. Ces possessions financières, détenues par des immenses fonds d'investissement et des grandes familles de rentiers, représentent plusieurs fois la valeur produite chaque année dans le monde. C'est un stock massif.

En plus de cela, ces marchés financiers se sont transformés : dans un objectif de rentabilité, ils ont été dérégulés, désintermédiés et complexifiés.



QU'EST-CE QUE CELA VEUT DIRE ?

D'abord : la dérégulation. Jusqu'aux années 1980, marchés, échanges et flux de capitaux étaient très régulés, taxés, interdits dans certains cas. C'était une manière pour les États de contrôler le jeu impérialiste pour éviter les crises. Mais après les secousses des années 1970 (deux chocs pétroliers, montée des prix et du chômage dans les pays riches), une vague de dérégulation a eu lieu. Grâce à cela, les marchés financiers sont des places encore plus dominantes de l'économie mondiale. Ils peuvent se structurer comme ils l'entendent, effectuer les investissements qu'ils souhaitent, afin d'avoir le plus grand profit. Dans certains pays, comme le Royaume-Uni ou le Luxembourg, cela a abouti à une place énorme de la finance dans l'économie.

Ensuite : la désintermédiation. Derrière ce terme barbare, il y a une réalité de l'économie. Pour se financer, les entreprises reposent en général sur une source principale : les prêts de la banque. Sans ça, pas de capital. Cela est particulièrement vrai pour les petites entreprises : combien d'entre elles dépendent d'un emprunt pour survivre, et ont le couteau sous la gorge pour le rembourser ? A travers ces emprunts, les banques contrôlent en fait ces capitaux, et peuvent les saisir s'il n'y a pas de remboursement. Ce fonctionnement, c'est l'intermédiation. Depuis les années 80, la « désintermédiation » se développe. C'est-à-dire la dépendance directe des entreprises aux marchés financiers pour se financer. Les banques commerciales laissent la place aux banques d'investissement. Il y a de moins en moins « d'intermédiaires » pour se financer (les marchés sont dématérialisés, les transactions coûtent de moins en moins cher), on fait directement appel aux marchés financiers. Cela renforce encore la concentration du capital financier : il est de moins en moins divisé entre un nombre important de mains, et circule directement à travers le marché.

Enfin : la complexification. Les marchés financiers, jusqu'en 1980, se composaient surtout d'actifs « traditionnels » dont les noms sont plutôt connus : « actions, obligations, matières premières, changes ». L'ensemble des transactions sur les marchés se faisait avec ces quelques actifs. Mais à partir des années 1980, des « produits dérivés » sont apparus. Ils sont, comme leur nom l'indique, des dérivés des actifs qu'on a cités ci-dessus. Il y en a aujourd'hui un grand nombre. Ils permettent aux grands gestionnaires de capitaux de moduler leurs risques, de récupérer le meilleur investissement, de partager leurs investissements entre des titres risqués et d'autres peu risqués... Par exemple, les « subprimes », qui sont des emprunts risqués sur le marché de l'immobilier, sont intégrés au marché des produits dérivés. Ils ont été à l'origine de la crise financière de 2007-2008, qui a touché le monde entier. Cette complexification permet d'aller chercher le profit dans le moindre recoin, même

avec des techniques prédatrices (les personnes qui avaient souscrit à des emprunts « subprimes » ont par exemple souvent été jetées dehors quand elles n'ont pas pu rembourser leur maison). C'est une preuve de la crise de l'impérialisme : des techniques de plus en plus avancées sont mises en place pour gratter la moindre miette de profit avec un risque le plus faible possible.



DES NOUVEAUX ACTEURS ? A QUOI SERVENT-ILS ?

Voilà trois exemples de transformation des marchés financiers dans l'économie du monde d'aujourd'hui. Mais en plus de ces aspects, des acteurs sont apparus depuis les années 80, et ils tiennent une place importante. Nous n'allons pas ici tous les présenter, ou expliquer en détail leur rôle, car ce serait très long. Mais nous pouvons parler rapidement des Private Equity (en français « capital-investissement ») et des Hedge Funds (en français « fonds spéculatifs »). Ces deux industries au noms barbares sont en fait des gigantesques monopoles de gestion de capitaux. Les Private Equity, comme le groupe américain Blackstone, et les fonds spéculatifs assurent des rentabilités à des investissements grâce à des stratégies financières modernes. Par exemple, les Private Equity investissent dans des entreprises, avec pour objectif de revendre leurs parts avec un gros profit à la clé. Les entreprises de Private Equity nomment l'équipe dirigeante de l'entreprise, l'orientent vers l'issue la plus profitable sur 5 ou 10 ans, soutiennent son endettement, puis en tirent un grand profit en revendant. Ce sont donc de gigantesques conglomérats, des monopoles financiers, qui permettent d'accumuler du capital même lorsque le taux de profit général est faible. La plupart sont américains, et certains anglais ou luxembourgeois. En France, l'industrie du Private Equity et du Vanguard Capital se développe avec l'émergence demandée par le gouvernement et les grands capitalistes de la « French tech » et de la « start-up nation ». De manière générale, la place des monopoles de gestions d'actifs financiers est

majeure dans l'économie actuelle. Le fameux groupe américain BlackRock, qui était précédemment associé au groupe Blackstone dont on a parlé plus haut, est le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, avec 6 840 milliards de dollars sous son contrôle. En plein mouvement contre la réforme des retraites du gouvernement français, fin-2019, BlackRock avait fait le buzz en soutenant le projet et en rachetant de la dette française à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Les liens privilégiés entre les gestionnaires français de BlackRock et Emmanuel Macron sont depuis bien connus. Voilà un exemple de l'influence des sociétés financières sur le monde d'aujourd'hui et sur nos vies.

Le capitalisme financier contemporain est tout simplement un autre nom pour l'impérialisme en crise. C'est le monde dans lequel nous vivons. Un monde où la concentration de capital n'a jamais été aussi élevée, où le capital financier joue un rôle déterminant dans la vie de 7,5 milliards de personnes. Les richesses produites sont fabuleuses, et pourtant la misère subsiste et même dans les pays impérialistes comme la France, la pauvreté et la détresse sociale sont notre quotidien. Il n'y a qu'à voir la crise sanitaire dans laquelle nous vivons, et qui a mis tant d'entre nous dans la précarité ou le chômage (partiel ou total). L'impérialisme est un mode de production malade : quand les marchés financiers ont le nez qui coule, c'est dans les bidonvilles d'Inde, au Mali, au Brésil, dans les cités de France ou les « projets » américains, que l'on s'enrhume, que l'on crève. Pourtant, à Wall Street et Euronext, chez les familles Arnault, Bettencourt, Mulliez ou Dassault, chez les grands bourgeois, on continue à se servir du champagne en attendant que la bourse remonte. Oui mais voilà, un monde en crise est comme une cocotte-minute : la pression finit toujours par le faire exploser. C'est cette révolte là qui est la seule à pouvoir balayer définitivement l'impérialisme.



VIVE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE !

Au cours des dernières semaines, les attaques d'Israël sur la Palestine se sont intensifiées. Face aux frappes aériennes dévastatrices d'Israël et à plus de 200 morts palestiniens et des centaines d'autres blessés, les États impérialistes ont soit soutenu les forces israéliennes, soit condamné les deux parties du « conflit », tout en ignorant la contradiction de l'occupation coloniale d'Israël sur le peuple palestinien.

La nouvelle vague de protestations a été déclenchée à la mi-avril après que la police israélienne ait barricadé la Porte de Damas à Jérusalem, un lieu de rencontre populaire pour les musulmans pendant le mois du Ramadan, lorsque les Palestiniens rompent le jeûne au coucher du soleil. L'État réactionnaire a utilisé la pandémie de COVID-19 comme excuse pour la deuxième année consécutive pour restreindre et insulter délibérément les pratiques religieuses et culturelles des Palestiniens.

En outre, un groupe de 300 colons israéliens extrêmement réactionnaires a défilé dans le secteur de la mosquée al-Aqsa, l'un des lieux les plus sacrés pour les musulmans, en scandant «Aujourd'hui, nous allons brûler les Arabes» et «Mort aux Arabes». En réponse, les Palestiniens ont affronté les colons et la police, lançant des pierres et des bouteilles en verre tandis que la police tirait des grenades assourdissantes, des balles en caoutchouc et utilisait des canons à eau sur les manifestants, blessant plus de 100 personnes et en détenant au moins 50. Après trois jours de manifestations consécutives, la police a dû autoriser les Palestiniens à se rassembler devant les portes de Damas, où ils ont détruit les barricades de la police et subi une nouvelle répression de la part de l'État.

Ajoutant de l'huile sur le feu, l'expulsion de familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est a également été un point d'orgue majeur dans la lutte. L'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie, une zone censée être sous la juridiction de l'Autorité palestinienne, s'est poursuivie sans relâche sous toutes les administrations récentes, alors que les Palestiniens continuent d'être déplacés hors de chez eux.

L'étincelle finale qui a transformé les protestations combattives en actions armées à grande échelle s'est produite le 10 mai, lorsque l'armée israélienne a envahi la mosquée al-Aqsa, attaquant les personnes qui s'y trouvaient avec des gaz lacrymogènes et des grenades désencerclantes, dans le but d'évacuer les musulmans palestiniens pour que

les rassemblements de la «Journée de Jérusalem», qui commémore l'occupation israélienne de Jérusalem-Est, puissent se tenir.

Alors que le peuple palestinien continuait à résister, le Hamas, qui gouverne la bande de Gaza, à l'ouest d'Israël, a lancé un ultimatum aux forces israéliennes pour qu'elles se retirent de la mosquée à 18 heures au plus tard. Depuis lors, la résistance du peuple palestinien, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, n'a fait que s'intensifier.

L'armée israélienne a répondu en lançant des bombardements aériens brutaux, qui ont fait plus de 200 morts parmi les Palestiniens, dont de nombreux enfants, et décimé des bâtiments dans toute la bande de Gaza, dans une démonstration qui rappelle les attaques impitoyables d'Israël en 2014. En outre, on estime que plus de 72 000 personnes ont été déplacées en raison des bombardements, et qu'environ 2 500 personnes ont vu leur maison détruite. Dans la nuit du 18 mai, 122 bombes ont été larguées sur Gaza en seulement 25 minutes. Le Hamas a répondu aux frappes aériennes par de nouveaux tirs de roquettes.

Le 15 mai, Israël a délibérément bombardé l'immeuble al-Jalaa dans la ville de Gaza, qui abritait 60 appartements résidentiels et plusieurs bureaux, dont ceux de l'Associated Press (AP) et d'Al Jazeera Media Network. Selon les deux sociétés, le propriétaire de l'immeuble, Jawad Mahdi, a supplié pour avoir plus de temps pour évacuer l'immeuble après qu'Israël l'ait informé une heure à l'avance qu'il serait détruit, bien que l'immeuble n'ait qu'un seul ascenseur en état de marche. Mais sa demande a été rejetée. Dans une déclaration officielle sur l'attaque, l'AP a déclaré que «Le monde en saura moins sur ce qui se passe à Gaza à cause de ce qui s'est passé aujourd'hui.»

Le 17 mai, une frappe aérienne israélienne a détruit la seule clinique de Gaza spécialisée dans les tests Covid-19, ainsi que d'autres cliniques et installations médicales. La principale route menant au plus grand centre médical de Gaza, l'hôpital al-Shifa, a été touchée intentionnellement par des bombardements israéliens. Par conséquent, même lorsque les équipes de secours parviennent à sortir des victimes des décombres en vie, de nombreux blessés n'arrivent même pas à l'hôpital. Même dans les villes qui sont occupées par Israël depuis des décennies, et qui voient rarement des manifestations combattives comme celles de la Cisjordanie, les Palestiniens se sont soulevés contre



l'État, parfois rejoints par certains Israéliens juifs en solidarité. Des villes comme Lod, Jaffa (Tel-Aviv), Nazareth et d'autres connaissent aujourd'hui des soulèvements comme on n'en avait pas vu depuis des années, avec des incendies et des attaques contre les symboles de l'État israélien. Les autorités ont décrété l'état d'urgence dans la région et ont depuis instauré des couvre-feux, pendant qu'elles envisagent de faire appel à des forces armées supplémentaires pour réprimer le soulèvement.

La chercheuse et écrivaine palestinienne Mariam Barghouti a déclaré à Al Jazeera : «Ce qu'Israël fait, c'est essayer d'achever ce qui a commencé en 1948», et que «la Nakba est en cours». C'est une référence au début de la colonisation et de l'occupation sionistes de la Palestine, connue en arabe sous le nom de Nakba («la catastrophe»), lorsque plus de 700 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs terres.

Le 18 mai, des millions de Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem-Est et des territoires occupés ont publié une déclaration commune et un appel unifié à la grève générale. Le comité de grève a déclaré que l'objectif de l'action était de protester contre «l'agression israélienne contre notre peuple dans la bande de Gaza, à Jérusalem, dans la mosquée al-Aqsa et le quartier de Sheikh Jarrah.»

Les travailleurs palestiniens des écoles, des banques, des entreprises, des magasins, des institutions officielles et du secteur de la construction ont participé à la grève de Karameh, qui signifie «dignité» en arabe. L'objectif central, qui était de démontrer une unité solide du peuple palestinien, a été atteint, concrétisant le slogan populaire : «De la mer au Jourdain, Palestine libre !», en référence au territoire palestinien qui s'étend de la mer Méditerranée, sur la côte de la bande de Gaza, au fleuve Jourdain, à la frontière de la Jordanie. Ce slogan trouve son origine dans l'Organisation de Libération de la Palestine, organisation révolutionnaire palestinienne née en 1964.

Dareen Tatour, poétesse et militante palestinienne, a déclaré que la grève générale mettait en évidence le fait que «les hôpitaux israéliens sont dirigés par un grand pourcentage de médecins palestiniens et que l'économie israélienne dépend des travailleurs palestiniens.» Dareen a rajouté que malgré la possibilité que de nombreux travailleurs palestiniens soient licenciés pour avoir rejoint la grève, «c'est tout ce que nous avons - des grèves, des protestations et des manifestations, et le plus important de tous, la volonté de faire face à l'occupation.»

Les actions combattives armées et non armées continuent de s'étendre et de s'intensifier dans toute la région occupée et dans la bande de Gaza, qui est en état de siège depuis des décennies, alors que l'État israélien s'efforce de contenir la fureur des masses à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël. Leur seule réponse a été une vague de répression sauvage et un bain de sang, et pourtant toute cette destruction et cette mort n'ont pas endigué les vagues de résistance. Dans le monde entier, des milliers de personnes ont manifesté en solidarité avec les soulèvements palestiniens.

Alors que les médias sont prompts à lancer des appels à des «dialogues de paix», à une solution à deux États, ou à demander aux forces de défense israéliennes de réduire leurs tactiques brutales, la vérité est que rien ne peut résoudre ce conflit si ce n'est la révolution. Il est facile de pointer du doigt l'expulsion de familles palestiniennes ainsi que la violente répression policière aux Portes de Damas et à la mosquée al-Aqsa comme étant la source de ces soulèvements, mais ce ne sont que les plus récentes étincelles qui ont allumé le feu à travers le pays. Seule une lutte acharnée et militante contre le colonialisme israélien et les puissances impérialistes qui le soutiennent peut conduire le peuple palestinien vers sa libération méritée.

APPEL COMMUN POUR LE SOUTIEN ET LA DÉFENSE DE LA LIGUE DES PAYSANS PAUVRES (LCP)

«Il n'y a pas de plus grande souffrance que celle
d'un paysan vivant sans terre pour travailler»
Patativa do Assaré

La Ligue des Paysans Pauvres (LCP) est née de la résistance. C'est en résistant aux latifundio [système de grands propriétaires terriens en place depuis la colonisation du Brésil] que les paysans ont conquis les terres de Santa Elina, où a eu lieu l'héroïque résistance de Santa Elina [Massacre commis par la police militaire en 1995, où les paysans ont résisté]. Ce jour-là, les paysans, armés de bâtons, de pierres et d'armes rudimentaires, se sont battus courageusement contre des tireurs et la police qui défendaient les intérêts d'Antenor Duarte, le latifundiaire [propriétaire terrien] qui tirait les ficelles. A l'époque, c'est le gouverneur Valdir Raupp qui avait approuvé l'action meurtrière. Après la résistance, les paysans qui se sont rendus ont été torturés et massacrés, même les personnes âgées et les enfants. Vanessa, âgée de 7 ans, a été tuée d'un coup de fusil.

La brutalité de l'ancien État, des les grands propriétaires terriens et leurs sbires n'a pas été suivie d'une capitulation de la part des paysans pauvres. Au contraire, une résistance plus importante a eu lieu, avec une organisation et une ligne révolutionnaire claire. La mort de ces camarades a irrigué de sang les débuts de LCP. Bien qu'ils aient été condamnés par la Cour interaméricaine des droits de l'homme, l'ancien État brésilien, sous quelque gouvernement que ce soit, ne s'est pas soucié de punir les personnes impliquées dans le massacre après la bataille. Cela peut être facilement confirmé, car José Hélio Cysneiros Pachá, l'un des bouchers de Corumbiara [Lieu du massacre de Santa Elina en 1995], est maintenant secrétaire de la défense de la Rondônia [état fédéral brésilien] et continue à mener la même politique, ordonnant de sa position de plus grands massacres encore, avec le bureaucrate Marcos Rocha, gouverneur de l'état. 25 ans après la résistance qui a conduit à l'émergence du LCP, la vieille ferme de Santa Elina a été conquise. Il n'y avait aucun moyen d'arrêter les paysans et c'est pour cela que les voleurs de terres et les chiens de l'ancien État les craignent encore plus maintenant.

Depuis 1995, la Ligue des Paysans Pauvres organise la paysannerie brésilienne dans une ligne révolutionnaire, luttant pour la Révolution Agraire et ayant comme objectif principal la destruction totale des latifundio. En plus de 500 ans, les problèmes fonciers du Brésil n'ont jamais été résolus, et c'est

à dessein, puisque cela sert à maintenir une classe dirigeante de propriétaires terriens qui se nourrissent de la misère du peuple. Et c'est pourquoi la LCP a toujours été considérée comme une menace pour le vieil État bureaucratique. Les objectifs de la classe dirigeante étant menacés, l'État bureaucratique bourgeois-propriétaire foncier a essayé de supprimer la Ligue par tous les moyens possibles. Depuis la fondation de la Ligue jusqu'à aujourd'hui, de nombreux dirigeants et militants ont été arrêtés, poursuivis et tués par les grands propriétaires terriens et par l'ancien État. Nous soulignons la mort du camarade Zé Bentão, dirigeant révolutionnaire de la Ligue, et du camarade Renato Nathan, enseignant et militant. Zé Bentão est tombé dans une embuscade et Renato Nathan a été assassiné et étiqueté comme guérillero parce qu'il avait des cartes de la zone chez lui. Nous avons récemment souligné la mort du camarade Fernando, témoin oculaire du massacre de Pau D'Arco [en 2017], qui a assisté à la mort de ses camarades et de son petit ami, tous tués par la police et les tireurs. Mais aussi la mort du camarade Jerlei, lâchement assassiné sur ordre des latifundio, désarmé et incapable de résister, et la mort du camarade Roberto, un commerçant qui soutenait la Ligue et qui a également été brutalement et lâchement assassiné.

Mais même les massacres commis par l'ancien État n'ont pas pu arrêter la révolution agraire. Quelques mois après le massacre de Pau D'Arco, la ferme de Santa Lúcia est reconquise par la LCP. Les menaces contre les camps de l'ancienne ferme Santa Elina ont fortifié la soif de justice et de résistance des paysans. Sauf que l'ancien État n'éliminera pas pacifiquement les ennemis des classes dominantes. En raison de cette résistance et de cette persistance dans la voie correcte de la prise de toutes les terres des latifundio, les médias corrompus tentent également de diffamer la LCP, l'accusant de terrorisme, de mener des guérillas et même de torture, répétant les paroles des bureaucrates et des propriétaires terriens. Mais le peuple brésilien sait que les paysans ne sont pas des terroristes, il sait que la Ligue est composée de familles qui luttent pour leur droit à la terre, qui luttent pour un Brésil meilleur et plus juste, sans latifundios et sans servitude. Ceux qui détiennent le pouvoir (les propriétaires terriens) sont les véritables terroristes qui tuent et démembrer les familles, comme ils l'ont fait en assassinant Renato Nathan, Fernando et Jerlei. Ce sont eux qui torturent et menacent les paysans, les résidents des camps et la population environnante, et assas-

sinent les commerçants qui soutiennent la Ligue.

Nous sommes aujourd'hui dans un processus de fascisation de l'ancien État brésilien. Il n'est donc pas surprenant qu'à ce stade, le boucher Marcos Rocha, gouverneur de l'État de Rondônia, et le génocidaire Jair Bolsonaro s'unissent pour tenter, d'une manière ou d'une autre, de mettre fin d'une manière génocidaire à la LCP en prétextant qu'ils sont en train de «contenir le terrorisme». Ces actions ont déjà commencé avec les attaques du camp de Manoel Ribeiro et du camp de Tiago dos Santos, avec les persécutions, les sièges et les meurtres de paysans tout au long de l'année. C'est ce qu'ils appellent la «paix dans les zones rurales», une prétendue «paix» qui est arrosée du sang de la guerre contre le peuple.

Cette «paix dans les campagnes» n'est pas sans prélude ni sans fin. Le coup d'État militaire en cours et le délabrement des institutions bourgeoises sont le prélude à ces attaques. Elles n'ont pas commencé hier et ne sont pas non plus un projet seulement de Bolsonaro, mais elles proviennent de la décomposition de la «démocratie» bourgeoise et de la résurgence d'un projet contre-révolutionnaire mondial. Les généraux et Bolsonaro jouent le rôle de réorganiser le chaos de l'échec de la médiation des conflits de classe par l'État parasite, avec l'exacerbation de la répression des forces progressistes. Le but de tout cela serait d'éliminer toutes les forces révolutionnaires brésiliennes et de faire taire toutes les revendications démocratiques, mais nous savons qu'ils n'ont jamais réussi et ne réussiront jamais à le faire.

Le peuple brésilien est déjà fatigué d'entendre ces vieilles accusations de terrorisme comme excuse pour réprimer et tuer notre peuple, les mêmes accusations utilisées pour la torture cruelle et le meurtre

des militants qui ont résisté à la Dictature, comme vous le savez tous. Cette même excuse a été utilisée pour justifier les arrestations et tortures successives de Marighella, le massacre de Lapa, la torture et l'arrestation du jeune Manoel Lisboa et son assassinat. Nous savons que tout cela n'est que mensonge. Devons-nous laisser le mensonge prévaloir ? Devons-nous les laisser accuser de terrorisme des paysans armés, de bâtons, de pierres et d'armes de chasse communes, qui se défendent contre des forces payées par les latifundio lorsqu'elles les attaquent ? Et dans quel but ? Pour en faire un prétexte à de nouveaux massacres ? Le devoir des forces progressistes est de combattre ces vieux mensonges d'État, de les combattre activement, de s'unir autour de la défense de la LCP ! Nous devons condamner les latifundio et déclarer que leur temps est passé, qu'il est périmé et que les latifundio doivent être éradiqués ! Nous devons dénoncer le vieil État, qui perpétue un génocide continu qui a déjà mis fin à 400 000 vies au Brésil, et également pour ses crimes contre les paysans pauvres ! Ensemble, donnons aux camarades de la Ligue des Paysans Pauvres tout notre soutien et notre solidarité. Nous savons que l'histoire montrera que Bolsonaro et Marcos Rocha, ainsi que tous les réactionnaires, sont des tigres de papier - l'histoire les a déjà vaincus. Nous appelons à la défense de LCP par toutes les forces démocratiques du Brésil et du monde entier, et déclarons que c'est une question de la plus haute importance et urgence. Nous savons que les paysans ne s'inclineront jamais et nous ne nous inclinons pas non plus, nous ne nous recroquevillerons pas face à la menace annoncée. Marighella a dit un jour : «Il n'est pas rationnel de renoncer à être libre.» Nous disons la même chose et nous défendrons avant tout la liberté de rébellion contre les injustices qui existent dans notre nation.

LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR



WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

LA CYBERGUERRE ET L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE FONT COULER DES LARMES DE CROCODILE À WASHINGTON

Le piratage par ransomware (logiciel rançonneur en français) ciblant le principal géant de la distribution de pétrole aux États-Unis a ravivé la paranoïa étasunienne envers les « hackers russes ». La saisie des données par les pirates a forcé la compagnie de transport de pétrole Colonial Pipeline à fermer son réseau tout le long de la côte Est ce 7 mai, ce qui a mené à des pénuries de pétrole à travers tout l'Est du pays. Bien que le président étasunien, Joe Biden, ait admis que le groupe responsable de l'attaque, connu sous le nom « DarkSide », n'est pas soutenu par la Russie, il maintient que la Russie porte une certaine responsabilité. Biden a affirmé qu'il y aurait des preuves démontrant que le logiciel qu'utilisent les hackers, ou bien les hackers eux-mêmes, sont en Russie. Si les États-Unis sont la cible d'une cyberattaque, il est supposé que la Russie est, d'une manière ou d'une autre, impliquée. Cette obsession envers la menace cybernétique russe s'est enracinée dans l'imaginaire américain à la suite du résultat contesté de l'élection présidentielle de 2016. Les accusations de collusion entre l'équipe de campagne de l'ex-président Donald Trump et la Russie ont été représentées comme un ultime affront contre « la première démocratie du monde ». Pourtant les États-Unis sont les pionniers de la cyberguerre et de son utilisation dans la société pour influencer l'opinion publique. Ce n'était que lors de l'élection de 2016 que pour la première fois ces techniques développées pour servir l'impérialisme étasunien étaient utilisées contre eux. Après des décennies d'application de techniques avancées d'ingénierie sociale dans les pays étrangers, la bourgeoisie impérialiste étasunienne veut que le monde entier prenne position avec elle dans l'intérêt de préserver sa propre souveraineté, sous couvert de « démocratie ». Par conséquent, tout le débat sur l'influence du numérique et d'internet sur la société et la démocratie est limité par un parti pris qui cache l'essentiel : les mains sanglantes de l'impérialisme yankee qui ont exploité ces méthodes plus que n'importe qui d'autre. Tant que le sujet de la cyberguerre ne prend pas en compte le rôle de l'impérialisme étasunien, il n'est qu'un sujet de discussion unilatérale qui sert à promouvoir une guerre contre la Russie, la Chine et l'Iran en mettant les divisions de la société étasunienne sur le compte d'un facteur externe.

En tant que quatrième théâtre opérationnel après la terre, la mer, et l'air, la sphère cybernétique est un contexte bien intégré dans les stratégies et tactiques militaires de toutes les puissances impérialistes. Incluant la Russie, qui dispose d'un

cyber-arsenal très développé. Selon les États-Unis, des hacker russes explorent les réseaux électriques des États-Unis depuis des années afin d'être prêts à monter une cyberattaque ; ils font cependant la même chose sur le réseau russe. En 2020, une des plus importantes cyberattaques contre les États-Unis a eu lieu. L'attaque de type Advanced Persistent Threat (menace persistante avancée) a donné accès aux données de dix institutions fédérales sur une période de huit à neuf mois, dont les départements de l'énergie, de la défense et de la sécurité intérieure des États-Unis. Les caractéristiques de l'attaque ont mené les experts de cybersécurité étasuniens à penser qu'un groupe de hacker soutenu par la Russie ou le Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie lui-même fût responsable pour ce cyberespionnage. Pourtant, le rôle supposé de hacker russes dans l'élection de 2016 a reçu beaucoup plus d'attention médiatique que l'attaque de 2020, bien que cette dernière ait été de plus grande ampleur. Cela s'explique en prenant en compte l'importance idéologique d'une intrusion étrangère dans l'élection de 2016, qui représente une des périodes de lutte les plus intenses au sein de la bourgeoisie impérialiste étasunienne. L'investigation du procureur Mueller chargé d'enquêter n'a mis en évidence aucune preuve de collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Trump de 2016. En somme, ses conclusions étaient limitées à des liens entre quelques Russes et des individus de la campagne Trump qui ont été pour la plupart inculpés pour avoir caché des preuves au FBI lors de l'investigation. L'examen a aussi souligné le rôle de l'Internet Research Agency (Agence de recherche internet), basé à Saint-Petersbourg. C'est cette organisation qui a mené des campagnes sur des réseaux sociaux en 2016 pour influencer les votes en faveur de Donald Trump. L'agence est liée à Yevgeny Prigozhin, un oligarque russe proche du président Vladimir Poutine. Tout ceci montre que l'influence des hacker russes est largement exagérée dans les discours étasuniens.

L'impérialisme étasunien a besoin de cette paranoïa russophobe afin de sauver les apparences et de se redresser idéologiquement lorsque les contradictions internes à la société étasunienne atteignent leurs limites. La politique néolibérale d'Obama n'avait pas réellement amélioré la condition du prolétariat étasunien, sa réforme de l'assurance maladie a été décevante, les exécutions régulières de personnes noires par la police ont causé une longue vague de révoltes violentes, et le mou-

vement suprémaciste blanc a réagi en se mobilisant massivement en soutien à Donald Trump. Il n'y avait aucune perspective de fin pour la guerre impérialiste menée en Afghanistan et la bourgeoisie impérialiste étasunienne était divisée sur comment concourir contre les autres puissances impérialistes. Encore aujourd'hui, toutes ces contradictions continuent à perturber le fonctionnement de la société de classes des États-Unis comme prescrit par le contrat social : étudier, travailler, économiser, se procurer une maison, fonder une famille et prendre sa retraite. Les hackers russes sont un bouc émissaire pour rejeter la faute sur un élément externe au lieu des contradictions internes à la base de l'éclatement de la société étasunienne, similaire en sa fonction à l'accusation contre les juifs pendant la grande dépression des années 30. Plutôt que d'admettre que l'élection présidentielle de 2016 était une lutte féroce entre deux sections de la même bourgeoisie, notamment une qui favorise une politique étrangère principalement dirigée contre la Russie, représentée par Hillary Clinton et une autre qui favorise avant tout une politique anti-chinoise, représentée par Trump. Il est commode de diffuser le mensonge consistant à dire que les États-Unis ont toujours été un pays uni et que toute cette discorde n'était que le résultat des actions de quelques hackers à Saint-Pétersbourg. De même, les violents affrontements entre le mouvement Black Lives Matter et la police ou entre le mouvement suprémaciste blanc et le mouvement sont imputés à des hacker russes qui exploitent la puissance des réseaux sociaux afin de créer de la « polarisation » dans la société étasunienne. Cela permet d'ignorer la cause interne et principale des complexes divisions sociales aux États-Unis : l'État colonial et suprémaciste blanc construit sur le génocide et le vol de terres des autochtones et l'esclavage des Africains. En bref, le message est que tout allait bien aux États-Unis avant que les russes ne gâchent tout en faisant élire Trump. Ce mythe est fondamental dans la propagande du président Joe Biden et son ultime effort pour unifier toutes les classes sociales

du pays en vue d'une guerre contre la Chine et la Russie. Le slogan de sa campagne présidentielle de 2020 était « Bataille pour l'âme de la nation » et ce message définit bien son rôle à la tête de l'impérialisme étasuniens. Sa mission nationale est d'unifier les différentes classes de la société étasunienne sous l'idéologie chauvine de l'exceptionnalisme étasunien, tout en continuant à mener l'offensive contre la Chine et la Russie, exactement comme le faisait Trump. La légende des hackers russes est essentielle pour cette mission puisqu'elle permet à l'État de délivrer un message commun au prolétariat, à la petite bourgeoisie et à la grande bourgeoisie, aux minorités opprimées et aux racistes : « ne nous laissons pas diviser par Poutine, restons soudés ensemble en tant que fiers Américains vivement opposés à la Russie et à la Chine ! »

Cependant les plaintes de Washington au sujet de la cyberguerre et de l'ingérence étrangère ne sont pas sincères puisqu'ils appliquent les mêmes méthodes depuis longtemps contre d'autres pays dans le monde entier. La grande hypocrisie des impérialistes étasuniens est parfaitement illustrée par leur réaction au témoignage de Brittany Kaiser, l'ex-directrice du développement des affaires pour Cambridge Analytica, dans l'investigation Mueller. Elle avait déclaré que les méthodes technologiques d'ingénierie sociale utilisées dans leur soutien à la campagne présidentielle de 2016 de Trump étaient de « qualité militaire ». Cette déclaration avait provoqué une réaction d'indignation chez les examinateurs, les politiciens anti-Trump et au sein de la petite bourgeoisie libérale, pourtant l'aveu clair que les mêmes méthodes sont utilisées par les services de renseignements et l'armée n'a même pas attiré l'attention. Il est totalement accepté que les forces d'occupations et spécialistes de la cyberguerre étasunienne manipulent des sociétés étrangères afin de les instrumentaliser au service de l'impérialisme étasunien.

Cet aspect de la guerre est devenu important pour la stratégie militaire étasunienne lors



de leur longue guerre contre le peuple vietnamien entre 1955 et 1975. Lors de cette guerre, les Yankees ont réalisé qu'il est plus efficace de convaincre la population rurale de les soutenir contre les communistes en apportant du soutien matériel et infrastructurel plutôt qu'en les harcelant et en brûlant leurs villages. Cette stratégie de « winning hearts and minds » (« gagner les cœurs et les esprits ») est ensuite devenue centrale pour le service de renseignement étasunien après les années 60 après les révélations accablantes d'ex-personnels de la CIA tels que Philip Agee et Victor Marchetti. L'impérialisme étasunien a été pris avec trop de sang sur les mains, ce qui rend difficile le pillage du globe au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme ». La CIA a donc remplacé la plupart de ses intermédiaires suspects, liés à des dictateurs militaires et à des escadrons de la mort, par des ONG prétendument dédiées à la promotion de la « liberté ». Au fil du temps, un réseau mondial d'ONG s'est développé autour du National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), fondé en 1983. Le NED est essentiellement un front de la CIA et le centre de financement pour ces ONG aux services de l'impérialisme étasunien. Parmi ces ONG, il y a le Center for Applied Non Violent Action and Strategies (CANVAS, Centre pour l'action et les stratégies non violentes appliquées). CANVAS est une école d'activisme international créé par des activistes serbes qui ont aidé à éjecter Slobodan Milošević du pouvoir en 2000. Parmi les projets financés par le NED, on trouve sur leur site web de longues listes d'initiatives vagues, telles que :

- 120 000 \$ pour les « processus politiques » au Venezuela qui servent à « renforcer les capacités de communication et la cohésion interne, à consolider un réseau national d'activistes sociaux et politiques. Des équipes de communication régionales seront mises en place pour améliorer le flux d'informations et renforcer l'activisme au niveau local. Les organisations de base travaillant dans huit secteurs sociaux seront répertoriées dans une base de données et soutenues. »

- 350 000 \$ pour le National Democratic Institute for International Affairs (l'Institut national démocratique pour les affaires internationales) à Hong Kong. « L'Institut amplifiera la voix des citoyens de Hong Kong en soutenant la diffusion des résultats des sondages d'opinion publique sur le développement démocratique. En outre, pour accroître la capacité des jeunes Hongkongais à raconter et à partager leurs histoires, l'Institut soutiendra l'engagement des jeunes de Hong Kong par le biais de récits numériques sur les expériences quotidiennes des citoyens en matière de participation politique. L'Institut soutiendra également l'engagement international et la défense de la réforme politique et du développement démocratique de Hong Kong. »

- 345 000 \$ pour le « renforcement des institutions politiques » en Russie « Pour soutenir l'activisme démocratique, l'organisation mènera un

programme visant à accroître la capacité des activistes civiques à s'engager avec les citoyens autour des principes de la gouvernance démocratique par le biais de plateformes en ligne. L'organisation fournira une formation personnalisée et adaptée sur les meilleures pratiques de communication en ligne et les stratégies de sensibilisation à divers acteurs civiques. »

Il est impossible pour la Russie ou n'importe quel autre pays d'ouvertement financer de telles organisations opposées au gouvernement aux États-Unis. Cependant, ces derniers, en tant que première superpuissance impérialiste, peuvent se permettre d'ingérer profondément dans la politique russe depuis l'effondrement de l'URSS. Pendant l'élection présidentielle russe de 1996, il était clair que le candidat pro-étasunien, Boris Eltsine, allait perdre contre le candidat du Parti communiste de la Fédération de Russie, Guennadi Ziouganov, à cause de la pauvreté générale en Russie apportée par sa politique libérale. Les États-Unis ont alors envoyé leurs meilleurs conseillers de campagne sur place pour le soutenir et Eltsine a finalement gagné l'élection. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, l'impérialisme étasunien essaie sans cesse d'affaiblir l'impérialisme russe en promouvant et guidant des mouvements internes contre Poutine. Couramment, l'ingérence étasunienne essaie de personnifier la révolte populaire contre le régime de Poutine en Alexeï Navalny, un fasciste reconverti en « activiste anticorruption ». Alors que les étasuniens se plaignent des hacker russes, ils ont déjà déployé un dispositif de guerre hybride beaucoup plus développé en Russie, comme dans tous les autres pays s'opposant à l'hégémonie impérialiste étasunienne.

Après la cyberattaque sur Colonial Pipeline, il est à prévoir que les États-Unis vont investir encore d'avantage dans leur capacité de cyberguerre et que par conséquent, le conflit interimpérialiste courant va s'envenimer avant d'éclater dans une guerre mondiale. Il est donc essentiel que le prolétariat international développe et protège sa conscience de classe contre le barrage de désinformation impérialiste dans les médias bourgeois comprenant le newsfeed, instrument d'algorithme manipulateur. Les impérialistes veulent diviser le prolétariat international en mettant en cause des facteurs étrangers, tout en jouant les innocents. Même en France, les journalistes bourgeois n'ont pas hésité à rapidement médiatiser un lien supposé entre le mouvement des gilets jaunes et la Russie. Partout dans le monde, la politique bourgeoise répond à un principe commun : unifier la bourgeoisie nationale et diviser le prolétariat. En réponse, nous devons nous souvenir des paroles de Lénine : « Pendant une guerre réactionnaire, une classe révolutionnaire ne peut que souhaiter la défaite de son gouvernement. »

BRÈVES INTERNATIONALES

RESTRICTIONS SUR L'AVORTEMENT AU TEXAS

Comme de nombreux autres états des USA, le Texas a signé mercredi 19 mai une loi interdisant l'avortement au delà de 6 semaines de grossesse, sans exceptions, même en cas de viol. Bien que ces lois soient invalidées par la Cour Suprême, elles découragent beaucoup de femmes à avorter et posent des précédents. Au Texas, la loi punit même tous ceux et celles qui aident les femmes à faire un avortement illégal.

SUITES DU MOUVEMENT EN BIRMANIE

Depuis le coup d'État militaire en Birmanie le 1er février 2021, un mouvement de masse s'est engagé. Il se déroule avec de grandes manifestations dans les villes, et des résistances actives dans les villages, notamment dans la partie ouest du pays. La répression militaire brutale a déjà fait plusieurs centaines de morts, ce qui n'a pas empêché les mobilisations de continuer tout au long du mois de mai. Dans le même temps, les grandes entreprises impérialistes comme H & M, qui boycottaient soi-disant la Birmanie, ont rouvert les contrats avec le pays malgré la dictature militaire.

GRAND MOUVEMENT DE PROTESTATION EN COLOMBIE

Depuis le 28 avril, la Colombie s'embrase. En cause, une réforme fiscale du gouvernement qui augmenterait les taxes. Mais ce n'est que ce qui a mis le feu aux poudres : les masses colombiennes se révoltent aussi et surtout contre la corruption, la vie chère, les bas salaires, la police brutale et le traitement horrible

de la pandémie par leur gouvernement. C'est le prolétariat colombien qui est assez largement mobilisé, et le 1er Mai a été l'occasion de grandes manifestations combatives. Des grèves importantes ont eu lieu. Plus de 200 personnes ont été portées « disparues » à la suite de cas de violences policières ayant déjà causé plusieurs dizaines de morts officiels.

AU TCHAD, LA JUNTE MILITAIRE REJETÉE PAR LES MASSES ET ADORÉE PAR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après la mort d'Idriss Déby, dirigeant du pays pendant 30 ans et laquais des intérêts français, le 19 avril, son fils s'est immédiatement autoproclamé successeur à la tête d'une junte militaire composée de généraux. Des manifestations ont commencé à travers tout le pays pour protester contre ce coup d'État, et la situation inacceptable dans le pays sous le règne de Déby. Il faut rappeler l'importance du Tchad pour les intérêts de l'impérialisme français : c'est un allié militaire, qui accepte le déploiement de troupes françaises sur son sol et permet de renforcer la présence des intérêts français dans la région.

MAROC-ESPAGNE : PLUS DE 8000 MAROCAINS ET SUBSAHARIENS TRAVERSENT LA FRONTIÈRE

Sur fond de tensions diplomatiques entre Rabat et Madrid depuis l'accueil du chef du Front Polisario en Espagne, Rabat a permis le 17 mai à plus de 8000 Marocains et Subsahariens de traverser la frontière avec Ceuta, prenant le risque de la nage par milliers pour échapper aux conditions de vie semi-coloniales du Maroc. Les images des

migrants en détresse sur les rives espagnoles et pourchassés par l'armée ont beaucoup circulé. Ces efforts ont été vains pour 5600 d'entre eux expulsés le 20 mai. Le Maroc les a utilisés en représailles à l'impérialisme espagnol en concurrence avec l'impérialisme étasunien dans la région qui pour sa part, reconnaît entièrement la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

CHINE : DES CENTAINES DE GRÈVES AGITENT LE PAYS DEPUIS LE DÉBUT DE 2021

Le mouvement pour les droits des travailleuses et travailleurs est vivant et fort en Chine. Ce sont plusieurs centaines de grèves qui ont eu lieu à travers tout le pays au cours des premiers mois de l'année 2021. Animées par des ouvriers de la construction, de la logistique, de la restauration, des hôtels ou encore des mines, elles montrent la résistance du prolétariat chinois à l'exploitation. La lutte des classes contre la société capitaliste agite toute la Chine, et en 10 ans, les mouvements sociaux de ce type se sont multipliés. Souvent organisées par les travailleuses et travailleurs à la base, ces grèves sont réprimées et l'Etat réactionnaire chinois n'hésite pas à arrêter et emprisonner les leaders syndicaux et ouvriers. A ce sujet, voir le film «We the Workers», de Huang Wenhai, sorti en 2017.

HYPERÉMÈSE GRAVIDIQUE : QUAND LE SEXISME MÉDICAL ENTRAÎNE LA MORT

« Mon médecin considère que mes symptômes sont liés... à la peur de l'inconnu. » Lindsay

En 2014 les presses médicales ont été prises de court par la presse people qui dédiait ses gros titres à Kate Middleton, hospitalisée à répétition pendant sa grossesse et mettait sur le devant de la scène cette maladie bien connue des femmes, et complètement refoulée par le corps médical international : « l'hyperemesis gravidarium ». En effet il a fallu attendre qu'une princesse du royaume britannique en souffre pour que cette maladie affligant plus de 10 000 femmes chaque année, soit entre 1 et 5 % des grossesses (grossesses à terme, IVG et fausses couches comprises), soit très vaguement considérée en médecine. Toutes proportions gardées en définitive, car les mythes masculins autour de la grossesse et les différentes injonctions au bonheur dont font l'objet le corps des femmes ont encore aujourd'hui l'ascendant sur de réelles études scientifiques, c'est une forme de sexisme médical.

Qu'est-ce que l'hyperémèse gravidique ? C'est une pathologie caractérisée par l'apparition des symptômes suivant au cours d'une grossesse, ceux-ci apparaissent le plus souvent durant le premier trimestre et durent variablement selon les femmes, allant parfois jusqu'à la fin de la période intra-utérine (provoquée par IVG ou bien menée au terme des neuf mois de gestation) :

- Vomissements et nausées très fréquents et/ou constants.
- Perte de poids importante (-5 % du poids initiales).
- Impossibilité totale ou partielle de s'alimenter et de s'hydrater.
- Déshydratation aiguë.
- Cétonurie (dénutrition aiguë).
- Perturbations hépatiques.
- Perturbations cardiaques.
- Perte vitaminique.
- Épuisement.

Il est primordial de distinguer les fameuses nausées matinales auxquelles sont sujettes 70 % des femmes enceintes, de ces vomissements de bile et de sang une fois l'estomac vidé par les premiers vomissements. Les hospitalisations d'urgence sont très souvent nécessaires pour hydrater la patiente par intraveineuse, parfois l'alimenter par sonde gastrique. Il n'existe à ce jour aucun traitement médicamenteux permettant de soulager ces symptômes, les hospitalisations ne servent qu'à rester en vie. Notez que l'ensemble des symptômes peuvent

disparaître temporairement et resurgir, ce qui entraîne une grande détresse psychologique chez les femmes non averties.

Qu'est-ce que le sexisme a à voir là-dedans ? Les origines de cette pathologie restent à ce jour inconnues faute de recherches. Les premiers écrits psychanalytiques du XIXe siècle traitant des vomissements gravidiques ont classé ce symptôme dans la catégorie des « névroses hystériques ». L'état actuel des choses est tout à fait comparable : selon une étude menée par Her foundation entre 2003 et 2005, au moins la moitié des patientes ont exprimé de grandes difficultés à recevoir de l'attention de la part de leurs médecins, s'entendant dire généralement qu'elles n'étaient pas malades, « mais juste enceintes ». Une autre enquête a révélé que 36,6 % des patientes interrogées ont exprimé n'avoir reçu aucune aide de la part du personnel soignant. Or la seule spécificité de l'hyperémèse gravidique sur le plan médical est qu'elle n'afflige que les femmes (et hommes trans qui enfantent dans une moindre mesure), en raison de quoi les médecins, très majoritairement hommes, assimilent cette pathologie à des humeurs, un besoin d'attention, du chipotage, enfin systématiquement à un rejet psychologique de l'état de grossesse et/ou de l'enfant à naître. En effet dans l'imaginaire collectif résolument patriarcal, la première fonction de la femme étant de donner la vie, elle ne peut qu'être fautive si le faire ne la rend pas heureuse et rayonnante.

Quelles sont les conséquences de cet état de fait ? Comme leurs plaintes ne sont pas prises en compte, beaucoup de femmes ont subi de fortes complications comme de l'hématémèse (vomissement de sang) et une déshydratation sévère avant qu'elles ne soient prises en charge correctement ; menant une proportion significative d'entre elles à subir une fausse couche. D'après les chiffres de l'étude citée plus haut, 15,2 % des femmes atteintes ont recours à une IVG (interruption « volontaire » de grossesse), et 12,7 % de plus confient l'avoir très sérieusement envisagé, sans y avoir jamais songé avant l'apparition de la maladie. Les cas des IVG chez les femmes souffrants d'hyperémèse gravidique sont particuliers car ceux-ci, motivés par le désespoir et la souffrance physique, engendrent chez une partie des femmes qui y ont recours de graves dépressions et un stress post-traumatique. Sans surprise, cette proportion se retrouve parmi les femmes ayant été ignorées et jugées par le corps médical. S'il y a des exceptions auprès des femmes médecins plus disposées à conce-

voir qu'une femme enceinte soit malade sans que ce soit psychiatrique, il persiste qu'une révolution culturelle nous débarrassant du patriarcat est indispensable pour que l'ensemble du milieu médical cesse de traiter les patientes femmes comme des clientes à neuroleptiques. Car peu importe combien de docteurs nous pourrions individuellement sensibiliser, sans recherche il n'y a pas de traitement, et le protocole d'hospitalisation en vigueur aujourd'hui en France n'en restera pas moins barbare et inefficace : isolation dans le noir avec confiscation du portable, interdiction de recevoir des visites à l'exception du mari à raison de 30 minutes par jour, ce jusqu'à ce que la patiente parvienne à manger une demie compote ; le tout au service psychiatrique. Les témoignages après un tel traitement sont très nombreux tant il est traumatisant ; non seulement celui-ci n'est basé sur aucune réalité scientifique, mais surtout il cache mal son aspect punitif. Une obstétricienne interrogée à ce sujet pour la rédaction du présent article a déclaré :

« Ils continuent à faire ça parce que les femmes ne reviennent pas. Ils croient que c'est parce qu'elles sont guéries, mais je sais qu'elles sont juste traumatisées [...] en consultation je reçois la famille qui m'explique que la femme enceinte ne peut pas se déplacer, mais elles refusent de revenir ici même juste pour l'intraveineuse [NDLR celle qui permet

d'hydrater la patiente] parce qu'elles ont peur qu'on les force à recommencer. C'est vraiment dangereux [...] »

Que puis-je faire si moi ou une proche souffre de ces symptômes ? Le plus important est de ne jamais hésiter à vous rendre aux urgences. Au téléphone on vous dira de ne pas venir, surtout en cette période de pandémie, de boire de l'eau salée par petites gorgées, etc. : soyez ferme en affirmant avoir besoin de soins médicaux et non de remèdes de grands mères. Personne n'a le droit de vous interdire l'accès aux urgences, peu importe votre situation. Les princesses de Cambridge restent à l'hôpital, nous femmes du peuple devons y retourner jusqu'à 200 fois au cours d'une grossesse : ne vous gênez pas. Aucun médecin ne peut vous forcer à consentir à une hospitalisation du type sus-décrit ; vous êtes libre de refuser un traitement et de partir quand vous le souhaitez après avoir été hydratée par intraveineuse et auscultée. Aussi, vous pouvez contacter l'Association de lutte contre l'H-G sur leur site (<https://www.associationhg.fr/>), par téléphone au 06-77-07-65-91 (permanence les mardi et jeudi de 12h à 16h), ou par mail à associationhg@gmail.com pour être mise en contact avec une obstétricienne avertie près de chez vous, et plus largement vous renseigner et vous accompagner.



PLUS DE 150 ANS DE



LUTTE DU PROLETARIAT



DANS L'ETAT FRANCAIS...



CONTINUONS LE COMBAT!

